

<http://ugtg.org/spip.php?article2433>



Communiqué de l'UGTG à l'adresse des Exécutifs de la Région, du Département, des EPCI,



- La Centrale UGTG -
Online datemardi 12 novembre 2019

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Non à la fiscalisation de l'abonnement aux services de l'eau et de l'assainissement. C'est un nouveau coup bas actionné par l'Etat avec la complicité " passive" des élus soit disant pour recouvrer une partie des impayés. Nous savons tous qui sont les mauvais payeurs et encore une fois, on veut s'en prendre aux plus faibles. Pour exemple, ki Moun ka doué SIAEAG :

- ▶ La commune de la Desirade 14013,03 Euros,
- ▶ le Gosier 269809,15 Euros
- ▶ Goyave 185221,44 Euros
- ▶ Petit Bourg 430764,73 Euros
- ▶ Saint François 1115593,32 Euros
- ▶ Sainte Anne 302930,47 Euros
- ▶ Préfecture 59017,88 Euros
- ▶ Région 175226,65 Euros
- ▶ Département 432658,10 Euros
- ▶ Hôtel Salako 166031,87 Euros-
- ▶ Hôtel Cocoteraie 377895,19 Euros.

Et il y en a d'autres. Ni les Travailleurs, ni les usagers ne sont nullement responsables de la situation actuelle de l'eau en Guadeloupe qui rime avec tour d'eau, corruption, empoisonnement, dégradation sanitaire et sociale, ni de la situation du SIAEAG. La seule alternative : la prise en charge complète et totale du financement de toutes les opérations liées à la mise en place d'un nouveau réseau de production, de distribution de l'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe.

Et cela au nom de l'empoisonnement au chlordécone volontaire dont nous avons été victimes. Sé YO pou péyé apa NOU. Plus que jamais, nous exigeons de véritables négociations avec tous les acteurs concernés (État, Région, Département, EPCI, Syndicats Ouvriers, Associations d'usagers) :

- Pour la mise en place d'un vrai service public de l'eau sans délégation de service public ni prestation de service public confiées au secteur privé ;

- ▶ Pour le maintien de tous les emplois et des acquis sociaux ;
- ▶ Pour une eau de qualité, sans chlordécone, sans pesticide, buvable, potable, à un prix bas, coulant à pression régulière dans nos robinets.

Communiqué de l'UGTG à l'adresse des Exécutifs de la Région, du Département, des EPCI,

✦ Pour le financement de toutes les opérations liées au Service public de l'eau et de l'assainissement par l'Etat Français au nom de l'empoisonnement volontaire de notre terre, de nos eaux, de nos vies par le Gouvernement Français. YO KA DWE NOU SA !!!

Lapwent, 11 novanm 2019,

UGTG E. DOMOTA.